

COLLEGE DE REGULATION

DECISION N° 00029 ARSE/CR/2025

Du 31 DEC 2025

Portant avis sur le dossier de demande d'Autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures de 3^{ème} classe dénommé station-service HAB PETROLEUM 1 dans la Commune Urbaine d'Agadez.

LE COLLÈGE DE RÉGULATION DU SECTEUR DE L'ENERGIE,

- Vu la Charte de la Refondation promulguée le 26 mars 2025 ;
Vu la Proclamation du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie en date du 28 juillet 2023 ;
Vu l'ordonnance n° 2023-01 du 28 juillet 2023, portant suspension de la Constitution du 25 novembre 2010 et créant le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) ;
Vu la loi n°66-033 du 24 mai 1966, relative aux établissements dangereux, insalubres et incommodes modifiée et complétée par les ordonnances n° 76-21/PCMS du 31 juillet 1976 et n° 79-45/PCMS du 27 décembre 1979 et leurs textes d'application subséquents ;
Vu la loi n°98-56 du 29 Décembre 1998, portant loi-cadre relative à la Gestion de l'Environnement et ses textes d'application ;
Vu la loi n°2015-58 du 02 décembre 2015, portant création, missions, organisation et fonctionnement d'une Autorité Administrative Indépendante dénommée « Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE) » modifiée et complétée par la loi n° 2020-060 du 25 novembre 2020 ;
Vu le décret n°2019-539/PRN/PM du 20 septembre 2019, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE) ;
Vu le décret n°2021-159/PRN/PM du 05 mars 2021, portant attributions, organisation et fonctionnement des Services de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE) ;
Vu le décret n°2022-019/PRN/PM du 06 janvier 2022, portant nomination des Directeurs de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie au Cabinet du Premier Ministre ;
Vu l'arrêté conjoint n°0024/MM/MPe/SG/DL du 11 janvier 2025, fixant les distances minimales relatives à l'implantation des dépôts d'hydrocarbures rangés dans la 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

✓ d c t

Vu le Procès-Verbal de Prestation de Serment du Directeur Général de l'ARSE N°015/G/CA/NY en date du 28 octobre 2019 ;
Vu le Procès-Verbal de Prestation de Serment des Trois Directeurs de l'ARSE N°006/G/CA/NY en date du 11 février 2022 ;
Vu le Bordereau d'envoi n°000059/MPe/SG/DGH/DRDH du 17 juillet 2025, pour avis de l'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE), d'un dossier de demande d'autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures dénommé **Station-service HAB PETROLEUM 1** dans la Commune Urbaine d'Agadez.
Vu la correspondance n°00114/ARSE/DG/DSH du 25 juillet 2025 ayant pour objet, les dossiers soumis au Collège de Régulation pour avis ;
Vu la correspondance n°00140/ARSE/DG/DSH du 23 septembre 2025 ayant pour objet, la liste des dossiers à compléter pour avis du C.R-Dossiers de demande d'implantation des dépôts d'hydrocarbures ;
Vu la correspondance n°00138140/ARSE/DG/DSH du 23 septembre 2025 ayant pour objet, la demande d'audience relative à la transmission des dossiers soumis pour avis du Collège de Régulation et autres points techniques ;
Vu la correspondance n°00177/ARSE/DG/DSH du 25 novembre 2025 ayant pour objet le retour des dossiers au Ministre du Pétrole pour compléments ;
Vu le Bordereau d'envoi n°000098/MPe/SG/DGH/DRDH du 11 décembre 2025, transmettant les compléments du dossier de demande d'autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures dénommé **Station-service HAB PETROLEUM 1** dans la Commune Urbaine d'Agadez.

Après en avoir délibéré le 31 décembre 2025,

DÉCIDE :

Article premier : L'Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie « ARSE » fonde la présente décision sur les dispositions de l'article 4 (nouveau) de la loi n°2020-060 du 25 novembre 2020 modifiant et complétant la loi n°2015-58 du 02 décembre 2015, portant création, missions, organisation et fonctionnement d'une Autorité Administrative Indépendante dénommée « Autorité de Régulation du Secteur de l'Energie (ARSE) » qui dispose : « *les dossiers de demandes de licences, des autorisations et des agréments constitués conformément à la réglementation en vigueur sont déposés contre récépissé auprès des Ministères en charge de l'électricité et du Pétrole qui les soumettent à l'avis préalable de l'ARSE* ».

Article 2 : Après la visite de terrain réalisée par l'ARSE et l'examen des documents joints au bordereau d'envoi sur le projet d'implantation et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures de 3^{ème} classe dénommé **Station-service HAB PETROLEUM 1** dans la Commune Urbaine d'Agadez, les constats ci-après sont faits :

SUR LE FOND DU DOSSIER :

L'examen sur le fond du dossier a permis de relever les observations suivantes :

✓ ✓ ✓ ✓

- I. **Conformité relativement à la constitution du dossier conformément au décret n°76-129/PCMS/MMH du 31 juillet 1976 portant modalités d'application de la loi n°66-033 du 24 mai 1966 relative aux établissements Dangereux, Insalubres ou Incommodes (EDII) :**

Aucun manquement n'a été relevé.

- II. **Conformité du point de vue technique relativement à l'arrêté n°014/MMH/MDR/MI/MTP/T//U/MAECI du 01 novembre 1976 édictant les prescriptions générales auxquelles doivent être soumis les Établissements Dangereux Insalubres ou Incommodes rangés dans la 3^{ème} classe :**

A. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES AUX ÉTABLISSEMENTS PRÉSENTANT DES DANGERS D'EXPLOSION OU D'INCENDIE : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Article 18 (1^{er} paragraphe) : Les locaux dans lesquels sont stockées ou manipulées les matières présentant des dangers d'explosion ou d'incendie doivent être placés à **dix mètres (10m)** au moins de toute maison habitée et de tous bâtiments fréquentés par le public. Notamment l'évent où le promoteur a prévu **3m** au lieu de **10m** ;

Article 18 (2^{ème} paragraphe) : « Si exceptionnellement, ils se trouvent à une distance inférieure à dix mètres de cette maison, ou de ces bâtiments, ils doivent en être séparés par un mur solide en maçonnerie dont la hauteur sera au moins égale à celle de la construction la plus élevée (dépôt ou bâtiment à protéger) : à prévoir.

En aucun cas ces locaux ne doivent être accolés à des dépôts de liquides présentant des dangers d'incendie et portés sur la nomenclature des établissements classés » : à prévoir.

Article 20 : « Lorsque les matières dangereuses sont susceptibles d'émettre des vapeurs à la température ambiante, les locaux devront être largement ventilés. Si le local est éclairé à l'électricité. Les canalisations et l'appareillage électrique devront être antidéflagrants » : à prévoir.

B. DÉPÔTS DE LIQUIDES

1. Réservoirs Souterrains

Article 22 : « Les réservoirs dits "souterrains" visés par le présent paragraphe comprennent les réservoirs avec fosse ou assimilés et les réservoirs enfouis » : le promoteur a prévu des cuves enfouies dans le sol (ce qui est réglementaire).

Article 24 : « En aucun cas une cavité quelconque (cave, sous-sol, excavation) ne devra se trouver sous le réservoir souterrain » : à préciser.

Article 26 : « Un dépôt souterrain installé en bordure d'une propriété devra présenter une distance minimum de 2 mètres entre les parois des réservoirs et la limite de la propriété » : à prévoir.

Article 27 : « Aucune canalisation d'eau, de gaz, d'électricité ne doit se trouver soit à l'intérieur de la fosse, soit à moins d'un mètre d'un réservoir enfoui : le promoteur a prévu une distance de moins de 0,5 m au lieu de 1m au minimum.

2. Réservoirs Enfouis

Article 37 : « Une zone d'isolement entièrement libre sera constituée autour des réservoirs jusqu'à une distance minimum de 2 mètres de leurs parois. Cette zone est supprimée si la capacité n'excède pas 3.000 litres » : **zone d'isolement à prévoir.**

C. CONSTRUCTION ET ESSAI DES RÉSERVOIRS

Article 40 : « Le réservoir ne présentera aucune ouverture libre ; les joints, les raccords de tuyaux, les tampons de visite doivent être à la partie supérieure et au-dessus du liquide contenu. Ils seront parfaitement étanches. Toutefois, pour les liquides de la 2ème catégorie les dispositifs de purge ou de vidange pourront exister à la partie inférieure » : **à mentionner par le promoteur.**

Article 41 : « Un essai de résistance sera fait avant la mise en place du réservoir. Cet essai aura lieu à l'eau, sous une pression d'un bar pour les réservoirs avec fosse ou assimilés et de 3 bars pour les réservoirs enfouis » : **le promoteur doit mentionner comment il compte faire l'essai.**

Article 42 : « La parfaite étanchéité du réservoir, ainsi que celle des raccords, joints, tampons de visite et des canalisations, devra être vérifiée après la mise en place, avant le remblayage et la mise en service. L'essai sera fait au moyen du liquide emmagasiné sous la pression atmosphérique » : **à mentionner par le promoteur.**

Article 43 : « Ces essais devront être renouvelés toutes les fois qu'il sera fait sur le réservoir, les tuyauteries ou l'équipement annexe, une réparation pouvant intéresser la résistance ou l'étanchéité,

Si un réservoir n'a pas été utilisé pendant une période dépassant deux ans, son étanchéité sera faite avant sa mise en service » : **à envisager.**

Article 46 : « Les réservoirs seront mis au sol par une bonne mise de terre, de large surface, présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 Ohms » : **la valeur de la résistance est à préciser ;**

Article 47 : « Le réservoir sera muni d'un dispositif de jaugeage, fréquemment vérifié et maintenu en bon état de fonctionnement, permettant de connaître à chaque instant le volume du liquide contenu » : **exigence à préciser.**

III. *Conformité du site du point de vue l'implantation du site* relativement à :

- **la loi n°66-33 du 24 mai 1966 sur les établissements Dangereux, Insalubres ou Incommodes (EDII) en son article 3 qui stipule :**

« La 1^{ère} classe comprend les établissements qui doivent être éloignés des habitations. La 2^{ème} classe comprend ceux dont l'éloignement des habitations n'est pas rigoureusement nécessaire mais dont l'exploitation ne peut être autorisée qu'à la condition que des mesures soient prises pour prévenir les dangers ou inconvénients fixés à l'article 1^{er}.

Dans la 3^{ème} classe sont placés les établissements qui ne présentent pas d'inconvénients graves ni pour le voisinage ni pour la sécurité publique, sont soumis à des prescriptions générales édictées dans l'intérêt du voisinage ou de la santé publique pour tous les établissements similaires. »

1 8 4

- l'arrêté conjoint n°0024/MM/MPe/SG/DL du 11 janvier 2025 fixant les distances minimales relatives à l'implantation des dépôts d'hydrocarbures rangés dans la 1ère, 2ème, 3ème classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes.

Les constats faits suite à la visite du site sont les suivants :

Le site projeté pour l'implantation de la station-service est localisé dans la **Commune Urbaine d'Agadez**. Il correspond à une **emprise foncière d'une superficie d'environ 600 m²**, destinée à l'implantation et à l'exploitation d'un **établissement classé de troisième catégorie**.

Le géoréférencement du site, établi en coordonnées géographiques, permet de positionner précisément l'emprise du projet aux coordonnées suivantes :

- **Latitude** : 16°57'31,3" Nord
- **Longitude** : 07°58'23,5" Est

L'analyse spatiale du contexte local, appuyée par les observations de terrain et la lecture de l'occupation du sol, met en évidence une **configuration** caractérisée par :

- **Limite Nord (côté 1)** : le site est implanté en vis-à-vis d'une voie goudronnée, au-delà de laquelle se développent des **constructions à usage d'habitation** ;
- **Limite Est (côté 2)** : le site est séparé par une zone tampon de faible largeur, puis **contigu à une habitation** ;
- **Limite Sud (côté 3)** : une **voie d'environ 15 mètres de largeur** assure la séparation avec des **constructions à usage d'habitation** ;
- **Limite Ouest (côté 4)** : le site est **directement contigu à des locaux commerciaux (boutiques, dont NITA)**.

L'analyse de vulnérabilité spatiale, intégrant les paramètres de **déplacement du site, de densité d'occupation humaine et de proximité des infrastructures sensibles**, met en évidence les éléments suivants :

- La présence de la station-service **ORIBA PETROLEUM**, localisée à une distance de **305 mètres** ;
- La présence d'un **centre de santé**, situé à **200 mètres** ;
- La présence d'un **lieu de culte (mosquée)**, localisé à **105 mètres** ;
- La présence d'un **établissement scolaire**, situé à une distance approximative de **240 mètres**.

Les **distances minimales entre les cuves projetées et les deux limites mitoyennes avec le mur d'habitation et les boutiques** sont respectivement estimées à **14 mètres** et **17 mètres**.

Il est par ailleurs à signaler que le site est déjà construit de manière définitive.

Article 3 : Sur la base des constats relevés tant à partir de l'analyse des documents soumis que lors de la visite de terrain, l'ARSE invite le promoteur à se conformer aux observations faites à l'article 2 de la présente décision en insistant sur l'aménagement d'une zone d'isolement autour des réservoirs, libre de toute occupation, sur un périmètre d'au moins deux (2) mètres à partir des parois extérieures desdits réservoirs et le rehaussement du mur mitoyen avec l'habitation riveraine. En plus l'ARSE recommande au promoteur de se conformer strictement aux dispositions

réglementaires relatives à la conception, la construction et à l'essai des réservoirs, conformément aux textes en vigueur, et ce, avant toute mise en service des installations.

Article 4 : Sur la base des manquements ci-haut évoqués notamment le non-respect des distances réglementaires, le Collège de Régulation, a émis un avis défavorable à la demande d'autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures de 3^{ème} classe dénommé Station-Service HAB PETROLEUM 1 dans la Commune Urbaine d'Agadez.

Article 5 : Le présent avis sera notifié au Ministre du Pétrole et publié au Bulletin officiel et sur le site web de l'ARSE



M. Ibrahim NOMAO
Président du Collège de Régulation


M. Saidou ABDOULKARIM
Membre du Collège de Régulation


Mme ISSA KARIMOU Aïssata Billa
Membre du Collège de Régulation


M. Mahamadou ILLIASSOU
Membre du Collège de Régulation